

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-217-LL
Code AIOT : 0006104072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 8 juillet 2025, une inspection renforcée du site exploité par PURFER sur la commune de Saint-Pierre de Chandieu a été menée par des inspecteurs de l'environnement de l'Unité Départementale du Rhône de la DREAL.

Cette inspection avait pour objectifs d'examiner, de façon concomitante, différentes prescriptions de la réglementation des ICPE sur les thématiques suivantes :

- Traçabilité, acceptation et gestion des déchets (objet du présent rapport)
- Stockage, traitement et gestion des déchets (VHU et DEEE)
- Gestion du risque incendie

- Risques chroniques : rejets atmosphériques et bruit

Chaque thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection dédié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PURFER exploite à St-Pierre-de-Chandieu plusieurs activités de broyage et de tri de déchets majoritairement métalliques, située dans la zone d'activité « Les portes du Dauphiné ». Une partie des déchets entrants (environ 200 000 t /an) sont constitués de fractions triées à la source telles que certains D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques), métaux non ferreux ou véhicules hors d'usage. D'autres apports sont constitués de ferrailles et déchets métalliques en mélange, achetés auprès de différents collecteurs de déchets de la région.

Implanté sur une parcelle de 6,2 ha situé le long de la voie ferrée Lyon Grenoble, le broyeur initial de forte capacité a été implanté sur ce site dès 1969, avec une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont l'arrêt d'activité date de 1999.

De par son classement relevant de la Directive européenne dite « IED » et du fait du vieillissement des installations, un important chantier de modernisation du site s'est déroulé en 2024, incluant l'installation d'un nouveau broyeur principal, d'une nouvelle ligne de post-broyage et d'un nouveau hangar de stockage des fractions non métalliques (CSR), d'un nouveau bassin de rétention des eaux de ruissellement.

Le site a connu plusieurs incendies importants nécessitant l'intervention des forces de secours, en particulier hors heures ouvrées :

- samedi 14 octobre 2017 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 juin 2022 : feu du tas de ferraille à broyer
- dimanche 12 janvier 2025 : feu dans un stock de résidus de broyage
- dimanche 9 février 2025 : feu dans un stock de déchets pré-triés (gros électroménager)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des déchets réceptionnés : procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Gestion des refus	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'admission		corrective	
4	Connaissance des D3E reçus	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 III et IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des déchets réceptionnés : procédures d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III	Sans objet
5	Entreposage des déchets : zones de dépotage et stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet
6	Registre et état des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des déchets entrants sur le site doit être revu et renforcé afin de limiter les déchets non souhaités ou non conformes à la filière de collecte et de traitement prévue pour ces déchets. En effet, le traitement par broyage de ces déchets non détectés et non retirés du flux principal (ferraille à broyer) peut générer des incidents ou des rejets non maîtrisés qui devraient être évités.

Des actions correctives sont demandées sur l'identification préalable des flux avant leur réception, sur la gestion des déchets non conformes et sur la filière de traitement de certains déchets électriques ou électroniques professionnels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets réceptionnés : procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'information préalable
Prescription contrôlée :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Constats :

L'exploitant indique ne recevoir que des déchets métalliques provenant d'une centaine de fournisseurs avec lesquels il travaille régulièrement.

Avant la première réception, un commercial évalue avec le fournisseur la qualité de la matière entrante et son rattachement à l'une des codifications proposées par PURFER.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une « Procédure d'information préalable » avant que PURFER n'enregistre un nouveau client dans sa base de donnée.

L'agent de bascule n'a aucun moyen de savoir si l'apport de déchets a été validé en amont.

L'exploitant indique que l'ensemble des sites du groupe PURFER fonctionne de cette façon.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant démontre l'existence d'une fiche d'information préalable, ou équivalent, avec chacun de ses fournisseurs. Cette fiche comportera notamment le rappel des déchets interdits à la réception sur site (ex : bouteilles de gaz ; D3E autres que ceux prévus sur site...) ainsi que la liste des codes déchets prévus avec le fournisseur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Gestion des déchets réceptionnés : procédures d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'admission

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant organise pour chaque réception de déchets à broyer une boucle de rétro-contrôle démarrant au pont bascule avec l'examen visuel du dessus du chargement et la déclaration verbale du chauffeur sur le contenu.</p> <p>Lors de la présente visite, au cours d'un apport, l'effectivité de ce contrôle a été examiné. L'agent PURFER au poste de pesée édite un bon de réception qu'il remet au chauffeur. Celui-ci contient une liste d'une dizaine de lignes de dénomination de déchet entrant tel que :</p> <p>F685 CARCASSES ISSUES DE VHU F640 PLATINAGE MELE 990 SANS VALEUR</p> <p>Le réceptionnaire, une fois le camion dépoté au sol, réalise un examen visuel du déchargement et annote le bon de livraison. Il compte le nombre de VHU, qu'ils soient en paquet ou simplement écrasés. Au besoin il prend des photos attestant des indésirables présents. Les réfections sont estimées en poids : par exemple, stériles 1800 kg sur un apport de 16 460 kg pour le ticket.</p> <p>Puis le chargement dépoté au sol est repris par une pelle mécanique + grappin, avec une deuxième boucle de contrôle visuel lors de cette phase d'ajout au tas de ferraille à broyer. L'agent au pont bascule rentre les données dans le logiciel interne, qui effectue une correspondance avec les codes déchets. Les données renseignées sur site alimentent automatiquement le registre déchets. L'agent en poste à la bascule a la possibilité de visualiser la zone de déchargement via des caméras. Un contact par radio est en place avec les différents agents contrôlant les déchets entrants.</p> <p>Un portique de radioactivité est positionné en amont du pont bascule. Celui-ci est contrôlé annuellement, le dernier contrôle date du 2 avril 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion des refus d'admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le

chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Constats :

Il existe une procédure en cas de détection de la radio-activité mais la zone d'entreposage du lot n'est pas encore indiquée sur le plan.

Il existe un stockage de bouteilles de gaz, équivalent à 10 caisses palettes le jour de la visite et estimé à 6,6 t. Des réservoirs de GPL sont également stockés dans cette zone. Il existe une caisse palette remplie de vermiculite dans laquelle sont stockées les batteries Li-Ion repérées dans les apports et mises de côté.

D'après l'examen de plusieurs bons de réception et les échanges avec l'exploitant, les inspecteurs constatent une identification incomplète des refus d'admission en particulier pour les flux entrants de VHU et de D3E :

- inexistence d'une zone dédiée aux réceptions non conformes : ces déchets sont au besoin entreposés juste à côté des déchets métalliques conformes, mais pas de signalétique ni de zone dédiée
- absence de cas de refus avec retour à l'expéditeur.

Le réceptionnaire identifie une quantité de déchets non conforme. Ces déchets ne sont jamais repris par l'expéditeur. PURFER applique dans ce cas une réfaction financière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant désigne sur son plan une ou plusieurs zones de gestion des apports non conformes et une procédure associée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Connaissance des D3E reçus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 III et IV

Thème(s) : Risques accidentels, Défaut de tri

Prescription contrôlée :

Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il

<p>s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. (...)</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une installation de tri, dépollution et déchiquetage de certains D3E : les Gros électroménagers hors froid. Ces appareils ne sont pas supposés contenir de batteries Li-Ion. Après dépollution (retrait des condensateurs), ces appareils sont déchiquetés et les éléments en plastiques sont stockés séparément, ainsi que les éléments en béton. Les métaux déchiquetés seront rebroyés ultérieurement.</p> <p>Lors de la visite, les inspecteurs ont constaté un apport de D3E professionnels directement ajoutés au tas de ferraille à broyer. L'exploitant n'a pas apporté d'explication suffisante sur la gestion différenciée de ce flux conforme au CE : Art L541-10-20 : I.-<i>Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'ils disposent de contrats passés en vue de la gestion de ces déchets avec les éco-organismes agréés ou avec les systèmes individuels mis en place par les personnes mentionnées à l'article L. 541-10.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant apporte la preuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un contrat de gestion des D3E professionnels avec un eco-organisme ou un système agréé • des objectifs de traitement séparé qui en découlent, y compris les exigences de dépollution avant broyage conforme à l'Arrêté du 23/11/05 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Entreposage des déchets : zones de dépotage et stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).(...)</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>

Constats : Les zones de dépotage sont identifiées de manière satisfaisante sur le site. Les hauteurs de stockage maximum étaient respectées le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre et état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise des stocks
Prescription contrôlée : En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.
Constats : Le contrôle de cohérence entre stock informatique et stock réel a été effectué lors de la visite, par sondage, sur 3 types de déchets : - les CSR - le plastique issu de D3E - les batteries au plomb. Les données relevées sur le terrain sont cohérentes avec le stock théorique.
Type de suites proposées : Sans suite